



Assemblée générale

Distr. générale
10 mars 2023
Français
Original : anglais

**Conférence de révision de l'Accord aux fins
de l'application des dispositions de la Convention
sur le droit de la mer du 10 décembre 1982
relatives à la conservation et à la gestion
des stocks de poissons dont les déplacements
s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones
économiques exclusives (stocks chevauchants)
et des stocks de poissons grands migrateurs**

New York, 22-26 mai 2023

**Rapport sur la situation du Fonds d'assistance au titre
de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application
des dispositions de la Convention des Nations Unies
sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives
à la conservation et à la gestion des stocks de poissons
dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur
qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks
chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs**

Note du Secrétariat

1. Par sa résolution [58/14](#), l'Assemblée générale a décidé de créer un fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Conformément à cette résolution, le Fonds est administré conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui tient lieu de bureau d'exécution du Fonds, et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat. Les Statuts du Fonds d'assistance disposent qu'en plus d'un rapport annuel sur les activités de celui-ci, un rapport sur les activités qu'il a menées, comprenant un état financier des contributions qui y ont été versées et des prélèvements faits sur ses fonds, doit être présenté à la Conférence de révision visée à l'article 36 de l'Accord.

2. Conformément à cette disposition, le Secrétariat transmet ci-joint le rapport de la FAO sur les activités du Fonds, en date de mars 2023.



Rapport sur la situation du Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs

Mars 2023

I. Introduction

1. En novembre 2003, par sa résolution 58/14, l'Assemblée générale a créé le Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Elle a en outre décidé que le Fonds serait administré conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat. Créé le 19 avril 2005, le Fonds est administré conformément à ses statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres règles applicables.

II. Contributions au Fonds d'assistance

2. L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont continué de lancer des appels à contributions en faveur du Fonds d'assistance dans des instances internationales, notamment les sessions de l'Assemblée générale et le Comité des pêches de la FAO, ainsi que sur la page Web du Fonds d'assistance. Des appels à contributions ont également été lancés lors des treizième à quinzième séries de consultations des États parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, qui se sont tenues à New York les 22 et 23 mai 2018, les 2 et 3 mai 2019 et du 17 au 19 mai 2022, respectivement. Parmi les autres initiatives de collecte de fonds, on peut citer la lettre conjointe datée du 3 août 2016 adressée par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et la FAO aux représentants permanents et aux missions permanentes d'observation auprès de la FAO, ainsi que la lettre conjointe datée du 1^{er} novembre 2016 adressée par la Division et la FAO aux représentants permanents et aux missions permanentes d'observation auprès de l'Organisation à New York.

3. Les Statuts du Fonds d'assistance ont été modifiés une fois depuis que la Conférence de révision de l'Accord sur les stocks de poissons a repris en 2016¹, à savoir lors de la quatorzième série de consultations des États parties à l'Accord, qui s'est tenue en 2019. La modification a, entre autres, élargi la manière dont les contributions volontaires au Fonds peuvent être faites, y compris, en plus des contributions volontaires générales, les contributions faites au moyen d'accords conclus avec les donateurs pour des activités spécifiques qui correspondent à l'un quelconque des objectifs du Fonds énoncés au paragraphe 16 des Statuts révisés. En

¹ Voir www.un.org/depts/los/convention_agreements/fishstocktrustfund/TOR.pdf.

autre, conformément au paragraphe 4 des Statuts révisés, les contributions versées au Fonds sont utilisées à l'appui des objectifs du Fonds, y compris dans le cadre de projets et de programmes mis en œuvre par la FAO ou la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, agissant au nom de l'Organisation.

4. Les contributions volontaires générales versées au Fonds d'assistance sont administrées par la FAO, en collaboration avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer. Au 31 décembre 2022, les Gouvernements américain, australien, canadien, islandais, libanais, néo-zélandais et norvégien, tous États parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, avaient versé au Fonds des contributions volontaires générales d'un montant total de 1 680 594 dollars.

5. En 2021, dans le cadre des paragraphes 4 et 13 des Statuts révisés du Fonds d'assistance, l'Union européenne et la FAO ont conclu un accord pour un projet triennal d'une valeur de 1 127 599 dollars, portant sur l'assistance au renforcement de la participation à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 et de l'application de celui-ci. L'objectif du projet, mis en œuvre conjointement par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et la FAO, est d'améliorer la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs en renforçant la participation à l'Accord et l'application complète et effective de ses dispositions, en particulier par les États en développement. Une contribution au Fonds s'élevant à 451 040 dollars et représentant la première tranche de préfinancement du projet a été versée par l'Union européenne en 2022.

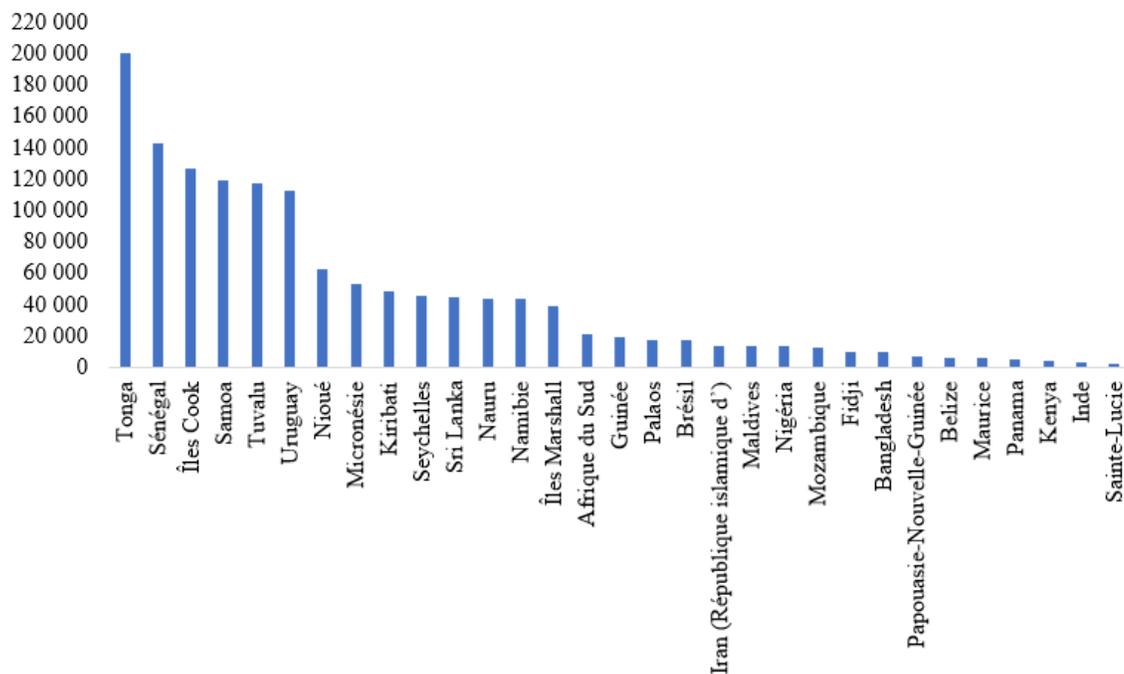
6. À l'annexe I figurent des informations sur les contributions versées au Fonds d'assistance, ainsi que sur les intérêts courus. Au 31 décembre 2022, le total des contributions versées au Fonds s'élevait à 2 131 634 dollars. Le montant total des recettes du Fonds se chiffrait à 2 184 793 dollars, dont 53 159 dollars d'intérêts courus. Depuis la reprise de la Conférence de révision de l'Accord sur les stocks de poissons en 2016, des contributions s'élevant à 13 139 dollars et 451 040 dollars ont été reçues de la part du Gouvernement néo-zélandais et de l'Union européenne, respectivement.

III. Demandes d'assistance adressées au Fonds et utilisation du Fonds

7. L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont fait largement connaître l'existence et l'objet du Fonds, notamment par voie électronique, à l'occasion de rencontres internationales et lors de contacts avec les organes régionaux des pêches compétents. En raison de l'épuisement quasi-total du Fonds à la fin de l'année 2016, son utilisation a dû être temporairement suspendue et aucune demande n'a été acceptée depuis lors.

8. Au 31 décembre 2022, le montant total des dépenses du Fonds d'assistance était estimé à 2 070 293 dollars. L'annexe II présente le détail des dépenses engagées par le Fonds au 31 décembre 2022, y compris dans le cadre de projets et de programmes spécifiques, en distinguant les frais administratifs des frais liés aux demandes d'assistance financière et en précisant, pour ces derniers, l'objet de l'assistance financière ainsi accordée, conformément aux paragraphes 21 et 14 des Statuts initiaux du Fonds, respectivement. Depuis 2011, le Fonds est utilisé exclusivement pour les dépenses liées aux voyages. La figure ci-dessous présente la ventilation par État partie des frais de voyage pris en charge pour la période 2006-2016. Une ventilation par type de dépenses est présentée à l'annexe III. Le Fonds n'a engagé aucune dépense générale entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2022. Les dépenses liées à des projets et programmes spécifiques se sont élevées à 363 675 dollars en 2022.

Figure
Assistance au titre des voyages, par État partie (2006-2016)



9. Le groupe d'experts, créé au paragraphe 15 des Statuts initiaux et chargé d'examiner les demandes d'assistance et de faire des recommandations quant au montant à accorder dans chaque cas, ne s'est pas réuni depuis la reprise de la Conférence de révision en 2016 car le Fonds d'assistance n'a servi qu'à couvrir des frais liés aux voyages. Le détail de l'assistance fournie depuis 2009 par le Fonds au titre de protocoles d'accord² conclus avec la FAO figure à l'annexe IV.

IV. Solde du Fonds d'assistance

10. Au 31 décembre 2022, le solde du Fonds d'assistance s'élevait à 24 132 dollars, y compris les intérêts courus.

11. À la même date, le solde pour les projets et programmes relevant du Fonds d'assistance s'élevait à 90 368 dollars, y compris les intérêts courus.

² Un protocole d'accord est un document qui énonce les termes de l'accord conclu entre la FAO et une organisation bénéficiaire quant à la livraison de produits précis qui contribueront à la réalisation d'objectifs spécifiques par la prestation de services ou la fourniture d'autres éléments. L'organisation bénéficiaire peut être une organisation gouvernementale, régionale, intergouvernementale ou paraétatique ou toute autre organisation à but non lucratif. Elle doit, dans la mesure du possible, être implantée dans le pays dans lequel les services vont être fournis ou les éléments vont être exploités.

Annexe I

Fonds d'assistance au titre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 : contributions au 31 décembre 2022

| <i>Donateurs</i> | <i>2004</i> | <i>2005</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> | <i>2012</i> | <i>2013</i> | <i>2014</i> | <i>2015</i> | <i>2016</i> | <i>2017</i> | <i>2018</i> | <i>2019</i> | <i>2020</i> | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>Total</i> | |
|--------------------------|----------------|----------------|---------------|----------------|--------------|---------------|---------------|----------------|-------------|-------------|-------------|----------------|-------------|-------------|-------------|---------------|-------------|-------------|----------------|------------------|---------|
| États-Unis d'Amérique | 200 000 | – | – | 15 000 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 215 000 |
| Islande | – | 50 000 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 50 000 |
| Norvège | – | 98 179 | – | – | – | – | 96 798 | – | – | – | – | 200 000 | – | – | – | – | – | – | – | – | 394 977 |
| Canada | – | – | 64 230 | 389 948 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 454 178 |
| Liban | – | – | – | – | – | 2 000 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 2 000 |
| Nouvelle- Zélande | – | – | – | – | – | 19 500 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 13 139 | – | – | – | – | 32 639 |
| Australie | – | – | – | – | – | – | – | 531 800 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 531 800 |
| Union européenne | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 451 040 | 451 040 |
| Total partiel | 200 000 | 148 179 | 64 230 | 404 948 | – | 21 500 | 96 798 | 531 800 | – | – | – | 200 000 | – | – | – | 13 139 | – | – | 451 040 | 2 131 634 | |
| Intérêts | – | 6 249 | 14 725 | 21 567 | 4 102 | 1 485 | 262 | 189 | 457 | 243 | 63 | 156 | 102 | 77 | 161 | 105 | 86 | 1 | 3 130 | – | 53 159 |
| Total | 200 000 | 154 428 | 78 955 | 426 515 | 4 102 | 22 985 | 97 060 | 531 989 | 457 | 243 | 63 | 200 156 | 102 | 77 | 161 | 13 244 | 86 | 1 | 454 170 | 2 184 793 | |

Annexe II

**Fonds d'assistance au titre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 :
état des dépenses, y compris les dépenses relatives aux projets et programmes,
au 31 décembre 2022^a**

A. État des dépenses

| Paragraphe des Statuts initiaux ^b | Catégorie de dépense | Dépenses en dollars É.-U. (pourcentage) | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|
| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Total |
| 14 a) | Dépenses liées à la participation aux réunions et activités des organismes ou arrangements régionaux de gestion des pêches compétents | 20 421 (30) | 30 657 (52) | 51 596 (35) | 78 370 (18) | 131 297 (63) | 51 939 (85) | 145 408 (75) | 80 342 (48) | 107 413 (72) | 53 870 (65) | 76 900 (59) | 828 213 (49) |
| 14 b) | Dépenses liées à la participation aux réunions organisées au sujet des pêcheries de haute mer par des organisations mondiales telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées, le Fonds pour l'environnement mondial, la Commission du développement durable et d'autres organisations et organes internationaux et régionaux appropriés | 45 729 (68) | 3 862 (7) | 59 702 (41) | 74 488 (17) | 30 740 (15) | 5 120 (8) | 40 090 (21) | 62 286 (37) | 29 074 (19) | 19 595 (24) | 39 768 (30) | 410 454 (24) |
| 14 c) | Négociations en cours et à venir en vue de l'établissement de nouveaux organismes ou arrangements régionaux de gestion des pêches, renégociation des accords fondateurs et renforcement des organismes ou arrangements régionaux de gestion des pêches qui existent déjà | – | 23 347 (40) | 22 980 (16) | 43 197 (10) | – | – | – | – | – | – | – | 89 524 (5) |
| 14 d) | Renforcement de la capacité d'action dans les domaines de l'exercice effectif des responsabilités de l'État du pavillon, l'observation, le contrôle et la surveillance, la collecte de données et la recherche scientifique aux niveaux national et régional | – | – | 8 775 (6) | 47 771 (11) | – | – | 5 166 (3) | 15 452 (9) | 8 562 (6) | – | 8 726 (7) | 94 452 (6) |
| 14 e) | Facilitation des échanges d'informations et de données d'expérience sur l'application de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |

| Paragraphe des Statuts initiaux ^b | Catégorie de dépense | Dépenses en dollars É.-U. (pourcentage) | | | | | | | | | | | |
|--|--|---|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|------------------|
| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Total |
| 14 f) | Appui à la mise en valeur des ressources humaines, à la formation technique et à l'assistance technique aux fins de la conservation et de la bonne gestion | – | – | – | 182 340 | 37 354 | – | – | 10 279 | – | 9 534 | 3 200 | 242 708 |
| | | | | | (41) | (18) | | | (6) | | (11) | (2) | (14) |
| 14 g) | Règlement des différends | – | – | – | – | – | – | – | – | 4 098 | – | – | 4 098 |
| | | | | | | | | | | (3) | | | (0) |
| 21 | Frais administratifs (heures de travail effectuées par le personnel, frais d'assurance et frais liés aux projets pour certains projets) | 867 | 1 106 | 2 642 | 14 621 | 8 741 | 4 326 | 2 367 | – | – | 11 | 2 488 | 37 169 |
| | | (1) | (2) | (2) | (3) | (4) | (7) | (1) | | | | (2) | (2) |
| Total^c | | 67 017 | 58 972 | 145 695 | 440 787 | 208 132 | 61 385 | 193 031 | 168 359 | 149 147 | 83 011 | 131 083 | 1 706 619 |
| | | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) | (100) |

^a Le Fonds d'assistance n'a pas engagé de dépenses en 2004 et 2005 et de 2017 à 2022.

^b Correspondant aux paragraphes 16 et 23 des Statuts révisés.

^c Les chiffres ayant été arrondis, le montant total de certains pourcentages peut ne pas être égal à 100 %.

B. Projets et programmes^d

| Projet ou programme | Objectif | Dépenses en 2022 en dollars É.-U. (pourcentage) | Dépenses totales en dollars É.-U. (pourcentage) |
|---|---|---|---|
| Projet d'assistance visant à renforcer la participation à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 et l'application de celui-ci ^e | Améliorer la conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs en renforçant la participation à l'Accord et l'application complète et effective de ses dispositions, en particulier par les États en développement | 363 675 (100) | 363 675 (100) |
| Total | | 363 675 (100) | 363 675 (100) |

^d Avant 2022, il n'y a pas eu de dépenses pour des projets et programmes spécifiques menés conformément aux Statuts du Fonds d'assistance.

^e Le 25 octobre 2022, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat, ont conclu un accord de transfert entre entités des Nations Unies pour que la FAO transfère à la Division 363 452 dollars pour la mise en œuvre du projet. Le solde des dépenses dont il est fait état correspond à d'autres dépenses engagées par la FAO conformément à son règlement financier, ainsi qu'à d'autres règles applicables.

Annexe III

Fonds d'assistance au titre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 : prise en charge des frais de voyage au 31 décembre 2022

Allocation par État partie

(En dollars des États-Unis)

| Année | Pays | Paragraphe des Statuts initiaux ^a | | | | | | Total |
|----------------------------|----------------|--|---------------|---------------|----------|----------|----------|---------------|
| | | 14 a) | 14 b) | 14 c) | 14 d) | 14 f) | 14 g) | |
| 2006 | Fidji | – | 3 967 | – | – | – | – | 3 967 |
| | Guinée | – | 6 394 | – | – | – | – | 6 394 |
| | Maldives | – | 3 063 | – | – | – | – | 3 063 |
| | Îles Marshall | – | 4 855 | – | – | – | – | 4 855 |
| | Maurice | – | 6 073 | – | – | – | – | 6 073 |
| | Namibie | 5 580 | 3 520 | – | – | – | – | 9 100 |
| | Nioué | 8 203 | – | – | – | – | – | 8 203 |
| | Sainte-Lucie | – | 2 553 | – | – | – | – | 2 553 |
| | Samoa | – | 6 300 | – | – | – | – | 6 300 |
| | Sénégal | – | 3 195 | – | – | – | – | 3 195 |
| | Afrique du Sud | 2 868 | – | – | – | – | – | 2 868 |
| | Uruguay | 3 769 | 5 810 | – | – | – | – | 9 579 |
| Total partiel, 2006 | | 20 421 | 45 729 | – | – | – | – | 66 150 |
| 2007 | Belize | 1 754 | – | – | – | – | – | 1 754 |
| | Îles Cook | – | – | 4 665 | – | – | – | 4 665 |
| | Guinée | 3 849 | – | – | – | – | – | 3 849 |
| | Îles Marshall | 2 963 | – | – | – | – | – | 2 963 |
| | Micronésie | – | – | 12 058 | – | – | – | 12 058 |
| | Nioué | 6 945 | – | 6 623 | – | – | – | 13 568 |
| | Samoa | – | -200 | – | – | – | – | -200 |
| | Sénégal | 5 609 | 4 062 | – | – | – | – | 9 671 |
| | Afrique du Sud | 4 606 | – | – | – | – | – | 4 606 |
| | Uruguay | 4 932 | – | – | – | – | – | 4 932 |
| Total partiel, 2007 | | 30 657 | 3 862 | 23 347 | – | – | – | 57 866 |
| 2008 | Îles Cook | 3 027 | 3 027 | 8 736 | – | – | – | 14 790 |
| | Kiribati | 5 966 | – | – | – | – | – | 5 966 |
| | Maldives | – | 4 300 | – | – | – | – | 4 300 |
| | Îles Marshall | 7 732 | 10 166 | – | – | – | – | 17 898 |
| | Micronésie | 4 429 | – | 9 269 | – | – | – | 13 698 |
| | Nauru | 4 182 | 4 182 | – | – | – | – | 8 364 |
| | Nioué | – | – | 4 976 | – | – | – | 4 976 |
| | Palaos | 2 311 | – | – | – | – | – | 2 311 |

| Année | Pays | Paragraphe des Statuts initiaux ^a | | | | | | Total |
|-------|----------------------------|--|---------------|---------------|--------------|--------------|-------|----------------|
| | | 14 a) | 14 b) | 14 c) | 14 d) | 14 f) | 14 g) | |
| | Samoa | 2 675 | 7 051 | – | – | – | – | 9 726 |
| | Sénégal | 12 354 | 4 856 | – | – | – | – | 17 210 |
| | Seychelles | – | 7 504 | – | 4 756 | – | – | 12 260 |
| | Tonga | 2 906 | 11 130 | – | – | – | – | 14 036 |
| | Uruguay | 6 013 | 7 486 | – | 4 019 | – | – | 17 518 |
| | Total partiel, 2008 | 51 596 | 59 702 | 22 981 | 8 775 | – | – | 143 053 |
| 2009 | Îles Cook | – | 5 288 | – | – | – | – | 5 288 |
| | Guinée | – | 4 544 | – | – | – | – | 4 544 |
| | Kiribati | – | 14 885 | 5 726 | – | – | – | 20 612 |
| | Îles Marshall | 6 449 | – | – | – | – | – | 6 449 |
| | Micronésie | 44 | – | – | – | – | – | 44 |
| | Mozambique | – | 4 218 | – | – | – | – | 4 218 |
| | Namibie | – | 3 242 | – | – | – | – | 3 242 |
| | Nioué | 3 804 | – | – | – | – | – | 3 804 |
| | Samoa | 3 968 | 5 375 | – | – | – | – | 9 343 |
| | Sénégal | 13 334 | 19 603 | – | – | – | – | 32 937 |
| | Seychelles | 3 583 | 11 879 | – | – | – | – | 15 462 |
| | Tonga | 12 523 | 5 454 | 5 397 | – | – | – | 23 374 |
| | Tuvalu | 16 451 | – | – | – | – | – | 16 451 |
| | Uruguay | 18 214 | – | – | – | – | – | 18 213 |
| | Total partiel, 2009 | 78 370 | 74 488 | 11 123 | – | – | – | 163 981 |
| 2010 | Îles Cook | 11 832 | – | – | – | – | – | 11 832 |
| | Fidji | – | 4 542 | – | – | 1 394 | – | 5 936 |
| | Inde | – | 3 160 | – | – | – | – | 3 160 |
| | Kiribati | 4 419 | – | – | – | 3 300 | – | 7 719 |
| | Mozambique | – | 4 999 | – | – | – | – | 4 999 |
| | Namibie | 7 844 | – | – | – | – | – | 7 844 |
| | Nauru | – | – | – | – | 3 759 | – | 3 759 |
| | Nigéria | 13 189 | – | – | – | – | – | 13 189 |
| | Nioué | 17 562 | – | – | – | – | – | 17 562 |
| | Palaos | 3 595 | – | – | – | – | – | 3 595 |
| | Samoa | 8 293 | 9 140 | – | – | – | – | 17 432 |
| | Sénégal | 17 026 | 4 065 | – | – | – | – | 21 091 |
| | Seychelles | 4 738 | 4 835 | – | – | – | – | 9 573 |
| | Afrique du Sud | 3 436 | – | – | – | – | – | 3 436 |
| | Tonga | 18 935 | – | – | – | – | – | 18 935 |
| | Tuvalu | 13 694 | – | – | – | – | – | 13 694 |
| | Uruguay | 6 734 | – | – | – | – | – | 6 734 |
| | Total partiel, 2010 | 131 297 | 30 741 | – | – | 8 453 | – | 170 490 |

| Année | Pays | Paragraphe des Statuts initiaux ^a | | | | | | Total |
|----------------------------|--------------------------------|--|---------------|-------|--------------|--------|--------|----------------|
| | | 14 a) | 14 b) | 14 c) | 14 d) | 14 f) | 14 g) | |
| 2011 | Îles Cook | 6 849 | – | – | – | – | – | 6 849 |
| | Micronésie | 1 497 | – | – | – | – | – | 1 497 |
| | Namibie | 4 443 | – | – | – | – | – | 4 443 |
| | Samoa | 6 498 | – | – | – | – | – | 6 498 |
| | Sénégal | 8 888 | – | – | – | – | – | 8 888 |
| | Afrique du Sud | 1 322 | – | – | – | – | – | 1 322 |
| | Tonga | 6 469 | 5 120 | – | – | – | – | 11 589 |
| | Tuvalu | 8 015 | – | – | – | – | – | 8 015 |
| | Uruguay | 7 958 | – | – | – | – | – | 7 958 |
| Total partiel, 2011 | | 51 939 | 5 120 | – | – | – | – | 57 059 |
| 2012 | Îles Cook | 20 049 | 8 420 | – | – | – | – | 28 469 |
| | Guinée | 312 | – | – | – | – | – | 312 |
| | Kiribati | – | 7 679 | – | – | – | – | 7 679 |
| | Micronésie | 5 707 | – | – | – | – | – | 5 707 |
| | Namibie | 13 685 | – | – | – | – | – | 13 685 |
| | Nauru | – | 8 639 | – | – | – | – | 8 639 |
| | Nioué | 8 088 | – | – | – | – | – | 8 088 |
| | Palaos | 5 055 | 6 695 | – | – | – | – | 11 750 |
| | Samoa | 10 954 | – | – | – | – | – | 10 954 |
| | Sénégal | 11 305 | – | – | – | – | – | 11 305 |
| | Seychelles | 7 880 | – | – | – | – | – | 7 880 |
| | Afrique du Sud | 8 147 | – | – | – | – | – | 8 147 |
| | Sri Lanka | 8 749 | – | – | – | – | – | 8 749 |
| | Tonga | 25 977 | 8 657 | – | 5 166 | – | – | 39 800 |
| | Tuvalu | 10 048 | – | – | – | – | – | 10 048 |
| Uruguay | 9 452 | – | – | – | – | – | 9 452 | |
| Total partiel, 2012 | | 145 408 | 40 090 | – | 5 166 | – | – | 190 664 |
| 2013 | Îles Cook | 15 560 | 4 310 | – | – | – | – | 19 870 |
| | Iran (République islamique d') | – | – | – | – | 10 279 | – | 10 279 |
| | Kiribati | – | 6 590 | – | – | – | – | 6 590 |
| | Maldives | 5 969 | – | – | – | – | – | 5 969 |
| | Micronésie | 7 015 | 6 837 | – | – | – | – | 13 852 |
| | Namibie | 1 606 | – | – | – | – | – | 1 606 |
| | Nauru | – | 5 709 | – | – | – | – | 5 709 |
| | Nioué | – | 6 062 | – | – | – | – | 6 062 |
| | Samoa | 12 726 | – | – | – | – | – | 12 726 |
| | Sénégal | 6 268 | 1 755 | – | – | – | – | 8 023 |
| | Afrique du Sud | 349 | – | – | – | – | – | 349 |
| Sri Lanka | 11 040 | – | – | – | – | – | 11 040 | |

| Année | Pays | Paragraphe des Statuts initiaux ^a | | | | | | Total |
|-------|--------------------------------|--|---------------|----------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| | | 14 a) | 14 b) | 14 c) | 14 d) | 14 f) | 14 g) | |
| | Tonga | 19 808 | 7 803 | – | 15 452 | – | – | 43 063 |
| | Tuvalu | – | 8 172 | – | – | – | – | 8 172 |
| | Uruguay | – | 15 049 | – | – | – | – | 15 049 |
| | Total partiel, 2013 | 80 341 | 62 287 | – | 15 452 | 10 279 | – | 168 359 |
| 2014 | Brésil | – | 2 747 | – | – | – | – | 2 747 |
| | Îles Cook | 13 817 | – | – | – | – | – | 13 817 |
| | Guinée | – | – | – | – | – | 4 098 | 4 098 |
| | Kenya | 4 104 | – | – | – | – | – | 4 104 |
| | Mozambique | – | 3 728 | – | – | – | – | 3 728 |
| | Namibie | 1 007 | – | – | – | – | – | 1 007 |
| | Samoa | 18 570 | – | – | – | – | – | 18 570 |
| | Sénégal | 8 043 | – | – | – | – | – | 8 043 |
| | Sri Lanka | 8 328 | – | – | – | – | – | 8 328 |
| | Tonga | 28 519 | 4 115 | – | 8 562 | – | – | 41 196 |
| | Tuvalu | 25 025 | 8 073 | – | – | – | – | 33 098 |
| | Uruguay | – | 10 411 | – | – | – | – | 10 411 |
| | Total partiel, 2014 | 107 413 | 29 074 | – | 8 562 | – | 4 098 | 149 147 |
| 2015 | Bangladesh | – | – | – | – | 9 534 | – | 9 534 |
| | Micronésie | – | 6 012 | – | – | – | – | 6 012 |
| | Namibie | 2 442 | – | – | – | – | – | 2 442 |
| | Nauru | – | 7 471 | – | – | – | – | 7 471 |
| | Samoa | 20 814 | – | – | – | – | – | 20 814 |
| | Sénégal | 8 028 | – | – | – | – | – | 8 028 |
| | Sri Lanka | 6 366 | – | – | – | – | – | 6 366 |
| | Tuvalu | 16 219 | 83 | – | – | – | – | 16 302 |
| | Uruguay | – | 6 028 | – | – | – | – | 6 028 |
| | Total partiel, 2015 | 53 870 | 19 595 | – | – | 9 534 | – | 83 000 |
| 2016 | Belize | – | – | – | 4 607 | – | – | 4 607 |
| | Brésil | – | 14 273 | – | – | – | – | 14 273 |
| | Îles Cook | 21 249 | – | – | – | – | – | 21 249 |
| | Fidji | -83 | – | – | – | – | – | -83 |
| | Iran (République islamique d') | – | – | – | – | 3 200 | – | 3 200 |
| | Îles Marshall | – | 6 751 | – | – | – | – | 6 751 |
| | Nauru | 10 115 | – | – | – | – | – | 10 115 |
| | Panama | – | 4 623 | – | – | – | – | 4 623 |
| | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 2 189 | 4 433 | – | – | – | – | 6 622 |
| | Samoa | 6 915 | – | – | – | – | – | 6 915 |
| | Sénégal | 10 007 | – | – | 4 119 | – | – | 14 126 |

| <i>Année</i> | <i>Pays</i> | <i>Paragraphe des Statuts initiaux^a</i> | | | | | | <i>Total</i> |
|--------------|----------------------------|--|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|
| | | <i>14 a)</i> | <i>14 b)</i> | <i>14 c)</i> | <i>14 d)</i> | <i>14 f)</i> | <i>14 g)</i> | |
| | Sri Lanka | 6 811 | 2 833 | – | – | – | – | 9 644 |
| | Tonga | 8 653 | – | – | – | – | – | 8 653 |
| | Tuvalu | 11 044 | – | – | – | – | – | 11 044 |
| | Uruguay | – | 6 856 | – | – | – | – | 6 856 |
| | Total partiel, 2016 | 76 900 | 39 768 | – | 8 726 | 3 200 | – | 128 595 |
| | Total | – | – | – | – | – | – | 1 378 363 |

^a Correspondant au paragraphe 16 des Statuts révisés.

Annexe IV

Fonds d'assistance au titre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 : dépenses engagées au titre des protocoles d'accord

| Protocole d'accord | Paragraphe des Statuts initiaux ^a | Dépenses | | | | | | | Total |
|---|--|-------------------|---------------|------|------|------|------|------|----------------|
| | | 2009 ^b | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | |
| Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique – 228536 – Élaboration d'un plan régional d'action aux fins de la conservation et de la gestion du requin dans les îles du Pacifique | 14 d) | 47 771 | – | – | – | – | – | – | 47 771 |
| Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique – 240142 – Atelier sur le projet d'organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud : sensibilisation aux rôles et aux responsabilités – capacités et participation des membres de l'Agence | 14 c) | 32 074 | – | – | – | – | – | – | 32 074 |
| Communauté du Pacifique – 229962 – Atelier de formation : troisième atelier de gestion des données relatives au thon | 14 f) | 24 205 | – | – | – | – | – | – | 24 205 |
| Communauté du Pacifique – 232710 – Atelier de formation : stocks de thon et évaluation du risque écologique | 14 f) | 49 936 | – | – | – | – | – | – | 49 936 |
| Communauté du Pacifique – 246282 – Ateliers sur les données relatives aux stocks de thon (avril 2010) : obligations en matière de signalement à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central – évaluation des stocks régionaux | 14 f) | 40 678 | – | – | – | – | – | – | 40 678 |
| Communauté du Pacifique – 246338 – Ateliers sur l'évaluation des stocks de thon, l'écosystème et la capture accidentelle des thons (juin 2010) : interprétation et exploitation de l'information | 14 f) | 67 521 | -25 163 | – | – | – | – | – | 42 358 |
| Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique – 254292 – Atelier sur les mesures du ressort de l'État du port (septembre 2010) | 14 f) | – | 54 064 | – | – | – | – | – | 54 064 |
| Total | | 262 185 | 28 901 | – | – | – | – | – | 291 086 |

^a Correspondant au paragraphe 16 des Statuts révisés.

^b Certains montants approuvés en 2009 n'ont été dépensés qu'en 2010.